



Montpellier, le 25 juillet 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2024-07-DRCL-0416

**Mettant en demeure la société Compost Environnement
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de ses installations de
compostage de déchets situées sur la commune de Lunas**

Le préfet de l'Hérault

- VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 513-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;
- VU** le récépissé de déclaration au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) N°06-155 en date du 16 novembre 2006 et le récépissé d'antériorité au titre de l'article L.513-1 n°14-63 du 3 mars 2014 concernant la rubrique 2780 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-11-DRCL-0434 du 18 novembre 2022 relatif à la prévention des nuisances olfactives ;
- VU** les 10 documents de plaintes reçus depuis 2020, notamment :
- 6 courriers du maire de Lunas du 3 septembre 2019, du 25 septembre 2019, du 7 août 2020, du 15 octobre 2020, du 19 février 2021 et du 6 août 2023,
 - 3 courriers de l'Association de Sauvegarde de la Haute Vallée de l'Orb (ASHVO) du 8 décembre 2022, du 20 janvier 2023 et du 9 mai 2024,
 - une pétition "STOP AUX NUISANCES" signées de 311 personnes, transmise avec le dernier courrier du 9 mai 2024 et qui signale les "odeurs nauséabondes" et des "invasions de mouches". Les personnes sont originaires principalement des communes du Bousquet d'Orb, de Caunas (commune de Dio-et-Valquière) et de Lunas ;
- VU** le courrier de l'exploitant daté du 28 avril 2023 et reçu le 26 mai 2024 en réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022 susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juin 2024 et qui concerne la visite du site réalisée le 15 mai 2024 ;

- VU** le courrier LRAR n°1A 213 531 5541 4 distribué le 24 juin 2024 et transmettant à la société Compost Environnement le rapport de l'inspection du 15 mai 2024, le projet d'arrêté de mise en demeure et les documents de plaintes susmentionnées ;
- VU** le courrier de la société Compost Environnement du 27 juin 2024 en réponse au rapport du 15 mai 2024 et sollicitant un délai de 6 mois pour la mise en conformité du site ;
- CONSIDÉRANT** que, la société Compost Environnement exploite depuis novembre 2006 une plate-forme de compostage sur la commune de Lunas au lieu-dit « La Plaine du Mas » ;
- CONSIDÉRANT** que, le site d'une surface d'environ 13 000 m² relève du régime de l'enregistrement de la rubrique 2780 de la nomenclature des ICPE pour le compostage de plus de 20 tonnes par jour de boues de stations d'épuration urbaines et de déchets verts ;
- CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique « *L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage et mentionnant : [...] les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ; [...]* », il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que le registre tenu par l'exploitant ne comporte pas ces informations ;
- CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique « *L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés au compostage sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.* », il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que l'exploitant ne dispose d'aucune benne à même de réaliser un tel tri d'indésirables tels que des plastiques dans les déchets réceptionnés ;
- CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique « *[...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.[...]* », il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dispositif totalisateur, le registre renseigné hebdomadairement et le dispositif de disconnexion requis ;
- CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique « *Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. [...]* », il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que le dysfonctionnement de la pompe de relevage des eaux pluviales et jus collectés sur le site conduit à leur rejet direct au milieu naturel ;
- CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022 susvisé qui indique « *Dans un délai de six mois, l'exploitant :*
- *identifie de manière exhaustive les sources d'odeurs présentes sur le site (surfaciques, diffuses, passives, aérées...) ;*
 - *fait réaliser des mesures d'odeurs par analyses olfactométriques (niveau d'odeur mesuré selon la norme NF EN 13725 et évaluation des débits d'odeurs) et par analyse physico-chimique (concentrations en composés odorants et débit d'émission) au niveau des différentes sources d'odeurs identifiées. Ces mesures doivent permettre de justifier du respect des dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 ;*
 - *met en place sur le site un dispositif permettant d'évaluer les conditions météorologiques ;*
 - *analyse l'impact des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives en se basant notamment sur le retour d'expérience.* », il a été constaté lors de la visite du 9 février 2024 que l'exploitant n'est pas en capacité de déterminer le(s) point(s) de rejet des eaux pluviales collectées dans les caniveaux et donc de justifier de leur aménagement pour permettre le prélèvement d'échantillons ; », il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 :

- que le retournement des andains et le dépotage de boues n'ont pas été référencés comme opérations source d'odeurs,
- que les analyses des sources d'odeurs réalisées n'ont pas concernées les opérations de dépotage et mélange de boues, de retournement d'andains ou encore de criblage de composts,
- qu'aucun dispositif permettant d'évaluer les conditions météorologiques n'est présent sur le site,
- qu'aucune analyse de l'impact de ces conditions sur les nuisances olfactives n'a été réalisée ;

CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022 susvisé qui indique «*L'exploitant remet au préfet une étude technico-économique proposant des solutions techniques visant à réduire la fréquence et l'intensité des épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme. Cette étude aborde a minima, pour les matières stockées sur les aires extérieures non couvertes, la faisabilité de :*

- *confiner tout ou partie de ces matières dans une installation équipée d'un dispositif de traitement d'air suffisamment dimensionné ;*
- *réduire les quantités présentes de chacune de ces matières ainsi que la durée de leur présence ;*
- *diminuer les émissions d'odeurs inhérentes aux opérations de criblage ;*
- *réduire les émissions d'odeurs consécutives au retournement et à l'aération des composts en phase de maturation. »*, il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique prescrite afin de proposer des solutions techniques visant à réduire la fréquence et l'intensité des épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme ;

CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022 susvisé qui indique «*L'exploitant définit et met en place un suivi des installations à l'origine des odeurs de façon à s'assurer de la pérennité de l'efficacité dans le temps des actions complémentaires proposées. [...]*», il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que l'exploitant a mis en œuvre des capteurs de suivi du sulfure d'hydrogène, de l'ammoniac et des particules inférieures à 2,5 µm et 10 µm sans pouvoir justifier du choix de leurs emplacements et de l'organisation mise en œuvre pour suivre les résultats obtenus, corriger les émissions d'odeurs du procédé, et suivre le bon étalonnage de ces capteurs ;

CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique «*[...]Les équipements et infrastructures susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou composés odorants sont exploités de manière à prévenir les émissions et sont, les cas échéant, munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions. Les effluents gazeux canalisés sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz dont la sortie est implantée de manière à limiter la gêne pour le voisinage. [...]*», il a été constaté lors de la visite du 15 mai 2024 que les opérations suivantes ne font pas l'objet d'une collecte et d'une canalisation des émissions odorantes vers un dispositif de traitement : le dépotage des boues de station d'épuration, le stockage de déchets en attente de traitement, la fermentation et la maturation des boues mélangées aux déchets verts, le criblage du compost après maturation et les refus associés ;

CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui indique «*L'installation est aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de nuisances odorantes pour le voisinage. »*, le rapport susvisé du 15 mai 2024 conclut que l'examen des conditions de fonctionnement de la société Compost Environnement et l'examen des installations ne permettent pas de garantir l'absence de nuisances olfactives pour le voisinage ;

CONSIDÉRANT que des plaintes récurrentes susvisées qui sont transmises concernant les nuisances olfactives générées par l'installation et les « invasions de mouches » ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier d'observations du 27 juin 2024, la société Compost Environnement indique :

- en réponse au grief tiré de l'absence de consignation dans le registre des sorties des paramètres de qualité des composts spécifiés par la norme, en méconnaissance des

- Environnement fait référence en complément à un tableau d'analyse des impuretés qui permet de faire le lien avec chaque lot de compost évacué, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement n'est plus caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'absence de séparation des déchets indésirables présents dans les déchets réceptionnés, en méconnaissance des prescriptions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, la société Compost Environnement mentionne qu'une benne de 15 m³ aurait été mise en œuvre en vue du tri et de la collecte et de l'évacuation dans une filière agréée des déchets séparés sans transmettre de justificatif et de date de sa mise en œuvre ni de consignes adressées à son personnel en vue de la séparation des déchets, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement est caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'absence de dispositif de disconnexion du réseau d'eau potable et de dispositifs de mesure totalisateur associé à un relevé hebdomadaire des consommations d'eau porté sur un registre, en méconnaissance des prescriptions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, la société Compost Environnement transmet un schéma du réseau comportant la position des dispositifs de disconnexion et de comptage ainsi que des photos de leur mise en œuvre et transmet une copie du registre renseigné depuis le 24 juin 2024, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement n'est plus caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'interdiction d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, en méconnaissance des prescriptions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, la société Compost Environnement transmet une facture en date du 31 mai 2024 justifiant de la réparation de la pompe de relevage et un bon de commande pour l'achat d'une pompe de secours en date du 24 juin 2024, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement n'est plus caractérisé ;
- en réponse au grief tiré des absences d'identification et de mesure exhaustive des sources d'odeur et de l'absence de dispositif permettant d'évaluer les conditions atmosphériques, en méconnaissance des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022, la société Compost Environnement se borne à indiquer que des opérations de dépotage de boues et de criblage ont eu lieu le jour des mesures sans justifier que les prélèvements d'air d'une durée de 10 minutes ont été effectués au droit de ces opérations et elle transmet un registre vierge qui sera utilisé pour consigner les relevés d'une station météorologique qu'elle souhaite acquérir, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement est caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'absence de l'étude technico-économique proposant des solutions techniques visant à réduire la fréquence et l'intensité des épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme, en méconnaissance des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022, la société Compost Environnement se borne à indiquer qu'une barrière de destruction d'odeur a été mise en œuvre durant l'été 2023 et ne procède que par allégations, sans contester ni utilement ni sérieusement les faits qui lui sont reprochés, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement est caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'absence de justification de la définition du dispositif de mesure mis en œuvre et de l'absence de suivi des résultats de ce dispositif, en méconnaissance des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022, la société Compost Environnement indique que le suivi mis en œuvre communique les résultats uniquement en cas d'anomalie qui n'aurait pas eu lieu depuis la mise en œuvre sans justifier des seuils définis et de la pertinence des composés mesurés au regard des composés odorants émis par ses installations, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement ne peut qu'être regardé comme caractérisé ;
- en réponse au grief tiré de l'absence de collecte et de canalisation des effluents gazeux pour être acheminés vers une installation d'épuration des gaz, en méconnaissance des prescriptions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, la société Compost Environnement se borne à considérer que l'ensemble du procédé de compostage est collecté et canalisé vers des biofiltres sans le justifier, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement ne peut qu'être regardé comme caractérisé ;

- en réponse au grief tiré de l'absence de maîtrise des nuisances olfactives, en méconnaissance des prescriptions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, la société Compost Environnement mentionne qu'elle n'a pas été destinataire de plainte de la Mairie et conteste la probité des plaintes transmises par l'Association de Sauvegarde de la Haute Vallée de l'Orb dont la pétition dont elle a été destinataire, sans contester les faits qui lui sont reprochés dans le rapport de l'inspection du 15 mai 2024, en sorte que le manquement constaté par l'inspection de l'environnement ne peut qu'être regardé comme caractérisé ;
- la société Compost Environnement indique respecter d'autres dispositions réglementaires et transmet notamment un courrier de l'Agence de l'eau du 28 juillet 2010 mentionnant la levée des non-conformités dans le cadre d'une convention signée le même jour pour le traitement des boues de stations d'épuration ;
- la société Compost Environnement sollicite un délai de 6 mois pour mettre en conformité ses installations, sans justifier ce délai ;

CONSIDÉRANT que, face aux manquements relevés, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Compost Environnement de respecter les dispositions susvisées ;

CONSIDÉRANT qu'un délai de 5 mois permet à la société Compost Environnement de transmettre et de justifier les mesures prises et prévues pour rétablir le fonctionnement régulier de l'installation à la suite des inobservations constatées par l'inspection de l'environnement et de mettre en œuvre lesdites mesures nécessaires à la mise en conformité de l'installation ;

ARRÊTE :

Article 1.

La société Compost Environnement (SIRET 444 427 702 000 22), pour son installation de compostage située sur le territoire de la commune de Lunas, est mise en demeure de respecter dans un délai de cinq mois, les prescriptions susmentionnées :

- des articles 50, 52, 56 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2022 ;

pour rétablir le fonctionnement régulier de l'installation.

Article 2.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Lunas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Compost Environnement.

Le préfet,



François-Xavier LAUCH

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).